

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18690 - 72ÈME ANNÉE

Défilé du 1er mai à Saint-Denis

Les syndicats prêts à amplifier les luttes



À l'appel de l'Intersyndicale CGTR-FO-FSU-UNEF, un défilé entre le Jardin de l'État et la préfecture a rassemblé hier à Saint-Denis de nombreux travailleurs à l'occasion du 1er mai. Avec la présence de l'extrême droite au second tour de l'élection présidentielle dimanche prochain, cette manifestation avait un sens particulier.

Hier à Saint-Denis, plus d'un millier de personnes ont défilé à l'occasion du 1er mai. La manifestation était organisée par l'Intersyndicale CGTR-FO-FSU-UNEF, c'est-à-dire les syndicats qui continuent de mener la bataille contre l'application de la Loi Travail. Une forte délégation du PCR a contribué au succès du défilé. Toute la direction du Parti communiste réunionnais était présente aux côtés des syndicalistes, notamment le président Elie Hoarau, le secrétaire général Maurice Gironcel, le porte-parole Yvan Dejean et Ary Yée

Chong Tchi Kan, secrétaire aux relations internationales. Ces dirigeants ont marché avec la délégation de la CGTR Ports et Docks. Les autres militants communistes ont joint leurs forces avec celles des autres syndicats présents dans le défilé. Les mots d'ordre reprenaient les revendications portées de longue date par les militants syndicaux : lutte contre les licenciements, pour les augmentations de salaire, pour l'amélioration des conditions de travail, pour le respect des acquis sociaux inscrits dans la loi. À cela s'ajoutait le contexte particulier d'un 1er mai marqué par la pré-

sence 6 jours plus tard de l'extrême droite au second tour de la présidentielle.

« Annette démission »

Après s'être rassemblés devant le Jardin de l'État, le cortège s'est dirigé vers la préfecture en passant par la rue de Paris et l'avenue de la Victoire. En tête, l'UNEF faisaient part de la précarité subie par la jeunesse et rappelait également l'opposition des syndicats à l'extrême droite.



Aux côtés des travailleurs, une partie de la délégation du PCR.

Suivaient ensuite les syndicats de la CGTR, puis FO, la FSU, Sud. Comme c'est la tradition, les partis politiques affichant les symboles étaient invité à marcher en fin de cortège après les organisations de travailleurs. Deux avaient respecté cette consigne : Lutte ouvrière et la France insoumise.

La bataille menée contre la politique du gouvernement et ses alliés à La Réunion était une nouvelle fois à l'ordre du jour. Le cortège s'est ainsi arrêté plusieurs minutes devant l'hôtel de ville de Saint-Denis, siège d'une mairie à la tête de laquelle se trouve Gilbert Annette, dirigeant du PS à La Réunion. Aux cris de « Annette démission », les syndicalistes ont dénoncé le rôle joué par ce dernier, symbole d'un PS et de ses soutiens à l'Assemblée nationale qui ont trahi les intérêts des travailleurs depuis 2012, et qui sont jugés responsables de la montée de l'extrême droite arrivée en seconde position au premier tour de la présidentielle à La Réunion, et qualifiée pour le second tour dimanche prochain. La Loi Macron puis la Loi Travail ont en effet marqué d'importants reculs des droits obtenus par la lutte depuis des décennies ce qui a fait dire aux orateurs qui se succédaient devant la Mairie que le « PS n'est plus de gauche ».

Max Banon, dirigeant de la CGTR-Sud, a exprimé la mobilisation des travailleurs pour le « troisième tour social ». Après un second tour de l'élection présidentielle où la sauvegarde de la paix impose que pas une voix ne doit aller au Front national, l'heure sera au rassemblement pour faire face à la menace d'une poursuite de la politique menée depuis 5 ans par ce gouvernement.

Barrage à l'extrême droite

Le défilé s'est conclu par les prises de parole devant la préfecture. Samantha Pothin, présidente de l'UNEF-Réunion, a salué la forte participation à ce défilé. Elle a rappelé que le combat continue et a annoncé la tenue mercredi à 18 heures à Champ-Fleuri d'un rassemblement contre l'extrême droite.

Marie-Hélène Dor, secrétaire départementale de la FSU, a insisté sur les conséquences dans la fonction publique de la politique du gouvernement. Elle a souligné que le programme d'Emmanuel Macron prévoit la suppression de 120.000 postes de fonctionnaires et a appelé les travailleurs à se mobiliser pour éviter un danger encore plus grand : l'arrivée de l'extrême droite à la tête de la France.

Eric Marguerite, secrétaire départemental de FO, a mis en avant la solidarité internationale qui est un des

sens de la célébration du 1er mai, qui « n'est pas la fête pétainiste du travail ». La lutte continue contre l'application de la Loi Travail dans les entreprises, a-t-il dit.

Ivan Hoareau, secrétaire général de la CGTR, a conclu les interventions. Plus que jamais, la mobilisation contre la Loi Travail reste une des principales batailles, car l'application de ce texte est porteur de graves reculs sociaux. Le dirigeant de la CGTR a également dénoncé la responsabilité d'Emmanuel Macron dans la politique menée depuis 5 ans par le gouvernement sortant, et constaté que son projet poursuit la casse sociale avec en particulier une réduction des droits des chômeurs qui sont victimes d'une course aux profits qui écrase l'humain.

Ivan Hoareau a également rappelé que le projet de l'extrême droite est bien plus dangereux. Il signe notamment l'arrêt de mort des syndicats en les remplaçant par des organisations corporatistes regroupant salariés et patrons, ce qui est une négation de la lutte des classes. La CGTR appelle donc à faire barrage à l'extrême droite au second tour de l'élection présidentielle, et participera mercredi aux côtés de l'UNEF au rassemblement républicain de Champ-Fleuri.

C'est l'Internationale chantée par Denis Irouva accompagné de camarades de la CGTR et du PCR qui conclut le rassemblement.

M.M.



Prise de parole des responsables de l'Intersyndicale.

Edito

Les bases d'un rassemblement pour le renouveau de la lutte

Le défilé du 1er mai à La Réunion s'est déroulé dans l'unité des syndicats opposés à la Loi Travail. Cette lutte sociale avait marqué 2016. Le gouvernement avait en effet fait adopter en utilisant l'article 49-3 un texte de loi porteur de nombreux reculs. Ce texte facilite les licenciements, réduit les droits des syndicats et remet en cause la « hiérarchie des normes » en rendant possible partout l'application d'un accord d'entreprise moins favorable que la loi.

La lutte contre ce projet de loi avait vu se rassembler une intersyndicale composée de la CG-TR, de FO, de la FSU, de Solidaires et de l'UNEF. Ces organisations étaient soutenues par des partis politiques au premier rang desquels se trouvait le Parti communiste réunionnais. Dès le départ, le PCR avait affirmé son soutien à la lutte et était présent par de fortes délégations à chaque manifestation. Pour passer outre l'opposition des frondeurs du PS, du PCF et d'une partie des écologistes, le gouvernement avait utilisé l'article 49-3 qui prévoit l'adoption du texte à moins qu'une motion de censure fasse tomber le gouvernement. Au moment du vote de la motion de censure, les députés de l'opposition et du PCF avaient voté pour. Aucun député de La Réunion n'avait souhaité voter pour le seul texte qui aurait permis d'empêcher l'adoption de la Loi Travail. Il est clair que ces élus portent une responsabilité dans l'entrée en vigueur de ce texte qui a marqué une profonde crise de confiance entre les travailleurs et les députés d'une majorité soi-disant de gauche.

C'est ce genre de mesure qui a favorisé la montée de l'extrême droite aussi bien en France qu'à

La Réunion. C'est ce qu'ont justement rappelé les syndicalistes qui ont arrêté le cortège du 1er mai quelques minutes devant la mairie de Saint-Denis. La commune est en effet dirigée depuis presque 10 ans par un maire socialiste qui ne s'est jamais opposé au gouvernement dirigé par son parti. Elle compte également deux députées PS qui ont laissé passer tous les reculs subis par les travailleurs au cours de ces cinq dernières années. L'une d'entre elles, Ericka Bareigts, est devenue ministre des Outre-mer. Sa loi sur l'égalité réelle était présentée comme la mesure phare du gouvernement pour faire face à la crise sociale qui touche depuis des décennies les anciennes colonies devenues départements français. Son inefficacité s'est traduite par un mois de grève générale en Guyane. Grâce à la lutte, les Guyanais ont obtenu bien plus que ce le gouvernement leur avait promis.

Ce 1er mai, les syndicats ont montré que le rassemblement contre la Loi Travail est toujours là. Une fois l'extrême droite écartée du pouvoir dimanche, ils ont souligné l'importance de se mobiliser pour faire face aux nouvelles mesures anti-sociales du prochain pouvoir. La traduction politique du mouvement social ne pourra plus faire confiance à ceux qui ont laissé passer la Loi Travail. L'abstention forte au premier tour de la présidentielle, le succès de Jean-Luc Mélenchon et la progression de l'extrême droite sont autant d'arguments qui plaident pour un profond renouvellement de la représentation des Réunionnais à l'Assemblée nationale

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re

E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

70e anniversaire de la révolte de 1947 à Madagascar

Des Réunionnais au rendez-vous de l'histoire et de la solidarité

Samedi à la Ravine des Cabris, l'association Réagies a présenté un premier bilan de l'action de solidarité du mois de mars à Madagascar. À l'invitation de l'AKFM, une délégation réunionnaise avait participé aux commémorations du 70e anniversaire de la révolte de 1947.



La délégation de Réagies partie à Madagascar a remis au PCR deux affiches réalisées dans la Grande île à l'occasion du 70e anniversaire de la révolte de 1947. Paul Vergès est sur l'une d'elles.

Du 23 au 30 mars 2017, une délégation réunionnaise était présente à Madagascar pour participer aux commémorations du 70e anniversaire de la révolte de 1947. Chez nos voisins, la date du 29 mars est un jour férié. C'est en effet le 29 mars 1947 que des Malgaches ont lancé une révolte à Moramanga en attaquant une caserne de la gendarmerie. Le mouvement s'est ensuite étendu dans plusieurs régions de l'Est de Madagascar. Ces patriotes s'étaient levés contre l'exploitation coloniale qui dominait le pays depuis son annexion par la

France en 1896. La révolte a été durement réprimée. Le bilan officiel établi dans un rapport du Parlement français fait état de 89.000 morts, sans doute est-il bien plus élevé. La révolte de 1947 a été une date importante. Elle a vu s'intensifier la solidarité entre les progressistes réunionnais et les Malgaches. L'Union des femmes de France de La Réunion ainsi que la Fédération communiste de l'île ont alors multiplié les actions de solidarité avec les Malgaches victimes de la répression. À Paris, les députés réunionnais Raymond Vergès et Léon de

Lépervanche ont mobilisé leurs collègues contre le sort réservés aux trois députés du Mouvement démocratique pour la Renovation malgache (MDRM) désignés responsables de la révolte par la justice coloniale et condamnés à mort. Dans cette lutte est né le Comité de solidarité de Madagascar dirigé par Gisèle Rabeasahala, et l'AKFM, Parti du Congrès de l'indépendance de Madagascar. Dans la Grande Île, le 70e anniversaire de la révolte de 1947 est donc un événement considérable. La participation de La Réunion à ce moment histo-

rique a été rendue possible grâce au travail de l'association Réagies.

« N'oubliez jamais l'histoire »

Ce samedi au Kabar-Bitation à la Ravine des Cabris, l'association Réagies a fait un bilan de cette action qui s'inscrit dans une série de trois actions. La première avait été l'organisation le 4 décembre dernier à Saint-Leu d'une journée de sensibilisation historique sur le thème de la révolte de 1947. Simone Yée Chong Tchi Kan, présidente de Réagies, a rappelé que 238 personnes avait payé 20 euros pour participer à cette action. Le second temps fort était d'aller se rendre sur place pour se rendre compte de ce qu'était la révolte de 1947 et sa répression. Ce travail fut accompli par une délégation de 17 personnes qui était à Madagascar du 23 au 30 mars. La 3e manche se déroulera en septembre, a poursuivi Simone Yée Chong Tchi Kan, avec l'accueil à La Réunion d'une délégation malgache.

Deux membres du Parti communiste réunionnais faisaient partie de la mission à Madagascar dont Ary Yée Chong Tchi Kan, secrétaire aux relations internationales. Ce dernier a souligné l'aspect historique, car des Réunionnais servant dans l'armée française ont participé à la répression de 1947 et donc dans l'esprit des anciens combattants malgaches, « les Réunionnais sont complices ». « Comment allions-nous être perçus ? », d'où un discours prononcé devant les vétérans de Moramanga intitulé « n'oubliez jamais l'histoire ». Ary Yée Chong Tchi Kan a rappelé que les exactions subies par les Malgaches en 1947 sont comparables à celles

vécues par les Français lors de l'occupation de leur pays pendant la seconde guerre mondiale. Le secrétaire du PCR indique que trois objectifs ont été atteints : « se désolidariser des actes du colonialisme français ; exalter la solidarité anticolonialiste ; examiner l'opportunité d'un mouvement progressiste indiano-céanien ».

Propositions d'action

Il fit alors plusieurs propositions d'action. Tout d'abord une rencontre à Madagascar avec d'anciens étudiants malgaches qui ont fait leur formation universitaire à Cuba. Ceci pourrait être fait avec le soutien de l'association La Réunion-Cuba. Un autre projet est l'organisation d'une conférence sur l'impact de la croissance démographique de Madagascar, qui comptera 40 millions d'habitants dans une génération. La délégation a également eu un échange très intéressant avec la direction de l'agence Anta, qui est d'accord pour une collaboration en sachant qu'Anta a numérisé des milliers de photos relatives à la révolte de 1947. Une autre action suggérée est l'organisation d'un forum des journalistes de l'océan Indien. Des contacts doivent être pris dans ce sens avec l'Ordre des journalistes de Madagascar, à partir des liens renoués entre Témoignages et le journal de l'AKFM, Imongo Vaovao.

Enfin, Ary Yée Chong Tchi Kan a insisté sur l'idée d'un Forum des îles, qui sera l'occasion de renforcer les liens entre les organisations progressistes de notre région. Ce forum peut apporter une alternative à la Commission de l'océan Indien, organisation d'État, qui montre depuis

longtemps ses limites.

Rendre possible un avenir commun

Maurice Gironcel, secrétaire général du PCR, a ensuite évoqué les actions menées par Sainte-Suzanne dans le domaine de la coopération avec la ville de Moramanga. Il a annoncé un renforcement des liens avec la présence prochaine dans la Grande île d'une délégation de sa commune afin de participer à des actions dans les domaines de l'éducation et de la santé.

Des membres de la délégation de Réagies ont ensuite pris la parole pour souligner ce que ce séjour à Madagascar leur a apporté sur un plan personnel. Pour chacun d'entre eux, ces 7 jours à Madagascar ont changé leur vie.

Elie Hoarau a conclu les interventions en soulignant combien les destins de La Réunion et de Madagascar sont liés. C'est pour rendre possible cet avenir commun qui fera avancer ensemble ces deux peuples que le PCR continuera à lutter.

La délégation a ensuite remis au PCR un cadeau ramené de Madagascar. Ce sont deux affiches d'une exposition réalisée par le Comité de solidarité de Madagascar à l'occasion des commémorations du 70e anniversaire de la révolte de 1947. Les membres de la délégation ont cotisé pour financer la réimpression de deux affiches qui ont été remises solennellement samedi à la direction du Parti communiste réunionnais.

Après les prises de parole, un repas solidaire a conclu cette action de l'association Réagies.

M.M.

In kozman pou la rout

« In bon kok i shoizi pa lo ron »

Mi koné pa si zot i yèm bataye kok ? Moin pèrsonèl mi izré pa mon savate dé doi pou alé oir sa. Mé shakinn son gou dann la sosyété. In késtyon mi poz amoin sé sak i suiv : mi koné shak zaimo nana son domenn. Lé vré pou kok osi sa mi pans... Donk si in kok nana son domenn é si in n'ot i vien dodan, mi pé kroir li lé kapab gingn in bon rinsé. Mé si li lé pa abityé avèk l'androi, mèm si son mètr, i di ali : kouk lou ! Kouk lou ! Mi kalkil li lé in pé andikapé vi ké li lé pa shé li. Sé pou sa bann propriyètèr kok i roganiz inn-dé galo pou z'ot kok, tèt fason li koné l'androi. Donk mon l'idé sé k'in bon kok i shoizi pa son ron, sirtou si son mètr la bien prépar ali. Alé ! Mi lèss azot kassz'ot koko la dsi, é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Oté

Rant lo pli pir, é lo moin pir

Moin la lir i bonpé mésaz de moun, té i di konmsa pou lo dézyèm tour zéléksyon prezidansyèl i pé pa shoizi rant lo dé kandida k'i rès pars sa i rovien a shoizi rant la pèst épi lo koléra, dann tan lontan dé maladi mortèl... Moin la antann osi désèrtin moun apré dir, rant lo pli pir, é lo moin pir lé posib fèr in shoi pou lo moin pir, biensir.

Astèr i rès pou shoizi lokèl dé dé sé lo moin pir. Pou in pé lo pli pir sé Lepen pars dann lo pasé, la famiy Lepen la konète amontr kosa èl i vé é koman èl i vé ariv l'androi èl i vé alé. Léstrèm droit lé touzour l'éstrèm droit : èl i koné zoué dsi la mizèr d'moun é si li pran lo pouvoir zot i pé ète sir li sava pa pran lo gan avèk nou. Bien antandi madam Lepen la éfas dann son vokabilèr bann mové zé d'mo lo vyé zan Mari lété kapab konm « durafour krématoir » épi d'ot ankor. Mé la fiy son papa la pa éfas in sèl mo dann l'idéoloji lo fron nasyonal : zot i pé alé oir, si zot i vé, lo bann frékantasyon lo fron nasyonal avèk bann parti fasis l'érop : frékant lo shien sé ramas lo pis. Zot i pé oir ankor, dsi l'internet, tout kalité kozman rasis bann militan lo fron nasyonal i koné manyé. An tou lé ka, ni pé dir, mouvman la, li lé kont la démokrasie sa sé in n'afèr danzéré.

Alor in pé i di : alon ésèye in kou, nou va oir si i fo tir ali apré. Sèy in kou, boir rasine mapou épi apré zot va dir amoin si zot nana l'okazyon ésèy in dézyèm kou. Lepen, sé lo rasine mapou pou la démokrasie, alor la pa bézoin viv pli danzèrèzman k'i fo !

Astèr lo kandida Macron ! Pou nou sa la pa in bonbon koko pou vréman ! Pou li son blok lé progrésis é poitan na poin arien lé progrésis dann son program sof inndé pti myète par si par la pou kol lo zoizo éléktèr. Sak i kroi sak li di, dann fon dé shoz, dizon li va pèz son konsyanspou mé pa plis ké sa. Donk, san tro détayé, ni pé dir li lé pa bon pou bann travayèr, pou bann ti kolon é pou tout sak la politik sosyalis é sète la droite la fé shavir dann fon kanal. Ni pé dir, la pa la politik macron va armète azot dobout.

Alor ? Alor lo shoi lé difisil. Nout parti la bien di i fo bar la rout l'éstrèm droite pars kisois dsi lo plan moral, kisois dsi lo plan politik, kisois pou sak èl lamontr dann pasé, kisois sak èl lé kapab fèr d'mal zordi ankor, épi domin, sé in gro l'échèr ké vote pou Lepen é sak va vote konmsa va mord z'ot doi ziska lo san i koul... I fo sirman pa prann lo risk Lepen i pass. Pou Macron ni koné la droit é ni koné kosa èl i koné fèr . Sèl z'afèr ni pé dir, si Macron i gagn zéléksyon nou va lité, dann in sistèm ni koné dopi lontan, é si ni lite pou vréman ni pé pans nou va fèr rokilé. Pou moin, lo pli pir sé Lepen é sé konmsa moin va fé mon shoi, an suivan sak mon parti la di.

Justin